

Session thématique - Forum Innovation 2025

Une approche durable des territoires et de l'emploi ? Retours d'expériences des innovations sociales territorialisées

Noms et institutions du ou des enseignants chercheurs responsables de la session :

Camille Retsin, Maître de conférences, Université de Reims Champagne-Ardenne, Laboratoire CRIEG-REGARDS

Jennifer Deram, Post-doctorante au Céreq - Aix Marseille , Centre Pierre Naville - Université d'Evry - Paris Saclay

Contact : CAMILLE.RETSIN-MICHEL-DE-PREVIA@univ-reims.fr

Présentation de la thématique :

Si le taux de chômage en France est relativement bas depuis 2022 (actuellement 7,2% en France métropolitaine : Insee, 2024) et n'a pas connu de tel niveau depuis 2009, la réalité des situations de chômage vécues doit venir nuancer ce constat. En effet, en période de faible taux de chômage, les jeunes (15-24 ans) et les peu diplômés (aucun diplôme, brevet des collèges) sont particulièrement touchés par les situations de chômage (respectivement 17,2% et 13,3%).

De même, les personnes privées d'emploi font face à des barrières importantes. Si le manque de mobilité reste le principal frein à l'emploi, la problématique de la langue pour les primo-arrivants et les problématiques psychiatriques deviennent de plus en plus importantes. En outre, l'absence de modalités de garde d'enfants et le manque de propositions inclusives face à la problématique du handicap continuent à peser sur les parcours.

Depuis la fin des années 1970, l'économie solidaire s'est placée du côté de l'innovation pour agir face à l'exclusion et au chômage. En proposant un autre regard sur ces thématiques, se positionnant au plus près du terrain dans une perspective "bottom-up", elle a promu des solutions novatrices face aux besoins non satisfaits. Actuellement, les acteur-ices de l'économie sociale et solidaire poursuivent ce cheminement en se faisant force de proposition pour répondre aux enjeux sociaux et écologiques contemporains.

Au fil des expérimentations, la dimension territoriale est apparue de plus en plus pertinente à ces acteur-ices afin de mettre en œuvre une action publique innovante permettant de générer une réponse appropriée et pérenne face aux défis sociaux rencontrés . La mise en place des « plans » généralistes pour les jeunes, les peu diplômés, les chômeurs, les chômeurs de longue

durée et plus généralement les personnes éloignées de l'emploi génère des effets mitigés. Alors, les initiatives territoriales sont venues répondre aux manquements éprouvés. Nous considérons ces initiatives comme des innovations sociales territorialisées.

Cette vision de l'innovation sociale, explicitée dans l'article de N. Richez-Battesti, F. Petrella et D. Vallade datant de 2012, insiste autant sur les pratiques, règles ou normes émergentes à visées transformatrices que sur le contexte institutionnel et territorial dans lequel s'insèrent ces pratiques qui participent à transformer les rapports sociaux.

Les chercheurs du laboratoire CRISES proposent eux, dès 2010, une première définition de l'innovation sociale envisagée dans cette perspective, permettant « la coordination de relations entre les acteurs sociaux dévolus à la résolution de problèmes socio-économiques en vue d'une amélioration des performances et du bien-être des collectivités » (Harrisson, Vézina, 2006).

Des travaux plus récents (Vercher, 2022) poursuivent cette lignée en considérant, dans la perspective du développement territorial, l'innovation sociale comme une reconfiguration des relations conduisant à de nouvelles formes d'actions permettant la satisfaction d'objectifs collectifs, créateurs de valeur sociale pour le territoire.

Si elles s'ancrent au sein d'un territoire, ces innovations peuvent s'incarner au sein des structures d'insertion par l'activité économique existantes comme l'a fait le dispositif « premières heures ».

L'objectif de ces structures est d'apporter des solutions personnalisées aux publics exclus du marché du travail à bas niveau de qualification à travers leur remise en emploi par le biais d'activités productives sur un territoire donné (Defourny, Nyssens, 2008).

Ainsi, une multitude d'initiatives territorialisées pour l'emploi fleurit. Nous pouvons prendre les exemples de l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » dans laquelle la mise en œuvre du droit à l'emploi peut être envisagé comme un commun pour le territoire (Retsin et Petrella, 2024), des caravanes pour l'emploi développées notamment dans les milieux ruraux afin de créer une proximité géographique avec les demandeurs d'emploi, le dispositif SEVE Emploi qui a pour objectif de créer des relations renouvelées entre les entreprises du territoire et les demandeurs d'emploi, ou encore, sans être exhaustif, l'expérimentation « Réussir Ensemble » se développant au sein d'un quartier prioritaire de la ville.

Ces nouvelles modalités de retour à l'emploi s'appuient sur un large faisceau d'acteurs locaux, en mobilisant à la fois des associations, des collectivités locales, des bénévoles, des agents des services publics de l'emploi ou encore des entrepreneurs. Elles favorisent ainsi le tissage de partenariats et des coordinations inédites tout en faisant le pari de la participation. Leur

ancrage territorial apporte un regard éclairant sur les parcours des personnes éloignées de l'emploi en les dotant d'une lecture plus fine des problématiques sociales rencontrées et en les faisant résonner avec un contexte local. En répondant à certains besoins non satisfaits ni par le public, ni par le privé, elles génèrent également un regard positif sur leurs acteur·ices au travers d'activités d'utilité sociale appréciées par les habitant·es. Parmi celles-ci, les activités à vocation écologique tendent à se développer: fabrication et gestion des composteurs, prévention des déchets au travers de pratiques de réemploi, de réparation ou de recyclage (Celle, 2021; Deram, 2024), animation de fermes urbaines, maraîchage solidaire,... Elles peuvent également innover au niveau des statuts d'emploi, en proposant par exemple des emplois durables (CDI) à temps choisi (TZCLD).

Ainsi, si ces innovations sociales territorialisées ont pour but premier l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés, elles apparaissent aussi comme un laboratoire d'idées et de pratiques qui répond à une demande des acteurs publics et à un besoin de penser le territoire d'une manière plus durable. Cependant, si elles sont riches d'expériences, elles se heurtent aussi à certains freins. Qu'il s'agisse du contexte institutionnel local, de la difficulté à mobiliser les publics concernés ou à tisser des partenariats avec des entreprises du territoire ou encore de l'obtention de financements, ces initiatives sont très demandeuses temps et en énergie. Elles reposent sur les épaules de personnes qui renoncent à compter leurs heures au nom de leur engagement. Ces difficultés peuvent parfois mettre en péril leur pérennisation.

L'objectif de cette session est de mettre en dialogue les différentes innovations sociales en matière d'emploi (notamment citées ci-dessus sans que cette liste ne soit exhaustive) afin de souligner d'une part, les réponses apportées par ces initiatives pour les publics et pour les territoires et d'autre part, les manquements des politiques publiques auxquelles elles répondent. L'angle de l'écologie sera particulièrement apprécié, qu'il s'agisse par exemple d'innovations en matière d'économie circulaire et de gestion des déchets ou encore d'agriculture. Il s'agira également de s'intéresser à leurs éventuelles limites en termes de ressources ou de financements, et aux difficultés et obstacles rencontrés. Les logiques de marchandisation et les impératifs de rentabilité économique qui peuvent venir perturber les vocations sociales des projets pourront être abordés (Deram, 2023). Aussi, les défis du management de ces structures sont nombreux et pourront aussi être explorés de même que la qualité des conditions de travail et des emplois proposés (Hély, Moulévrier, 2013; Bachelot, Guergoat-Larivière, 2023). La dimension territoriale de ces innovations peut en outre soulever des questionnements sur la volonté politique et institutionnelle de développer le territoire plus durablement en soutenant ces initiatives citoyennes mais aussi sur les éventuelles inégalités de dynamisme entre territoires et d'égalité d'accès au "droit à l'emploi" et à sa généralisation. Enfin, pour ce qui est des expérimentations, les modalités et la temporalité de leurs évaluations pourront aussi être discutées.

Voici quelques suggestions de thématiques qui pourront être abordées lors de cette session :

- Mobilisation des publics éloignés de l'emploi
- Pérennité des emplois et qualité des conditions de travail
- Alliances entre utilité sociale et écologique
- Les activités à vocation écologique dans les innovations sociales territorialisées
- Pérenniser l'innovation: enjeux, difficultés, tensions, pistes de réflexion, institutionnalisation
- Partenariats publics et privés
- Dynamiques territoriales et inégalités

Références :

Bachelot M., Guergoat-Larivière M. (2023). Quelle est la qualité des emplois verts en France ?, AOC media.

Celle, S. (2021). Quelle professionnalisation dans le réemploi des déchets ? Les enseignements paradoxaux d'une ressourcerie en autogestion, Travail et emploi, 166-167 (3-4), 75-102

Defourny, J., & Nyssens, M. (2008). Social enterprise in Europe: recent trends and developments. Social enterprise journal, 4(3), 202-228.

Deram, J. (2023) . Aux marges de la marchandisation du travail associatif. Positions critiques et limites des résistances dans les recycleries et ressourceries associatives. Revue française des affaires sociales, (4), 279-300.

Deram, J. (2024). Mettre l'utopie au travail. La moralisation écologique et la dévalorisation du travail associatif. Thèse de Doctorat, Sociologie, Université d'Evry-Paris Saclay.

Harrisson, D., Vezina, M., 2006, L'innovation sociale, une introduction, Public and Cooperative Economics, 77 (2), 129-139.

Hély M., Moulévrier P. (2013), L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques.

Retsin, C., & Petrella, F. (2024). Le rôle des proximités au sein d'un réseau d'acteurs territorialisé dans l'émergence et la gestion d'un commun: le cas d'une expérimentation «Territoires zéro chômeur de longue durée». Revue de l'organisation responsable, 19(2), 70-82.

Richez-Battesti, N., Petrella, F., & Vallade, D. (2012). L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels: Quels enjeux et défis pour l'analyse?. Innovations, (2), 15-36.

Vercher, N. (2022). Territorial Social Innovation and Alternative Food Networks: The Case of a New Farmers' Cooperative on the Island of Ibiza (Spain). Agriculture, 12(6), 748.

<https://doi.org/10.3390/agriculture12060748>

Soumission des propositions de communication jusqu'au 30 avril 2025 :

<https://foruminnov25.univ-littoral.fr/soumission/>